



C.J.A AISBL RÈGLEMENT D'ORDRE INTÉRIEUR (R.O.I.)



Comité Juridique d'Autodétermination (C.J.A.) – AISBL Approuvé par le comité des sept (7) du C.J.A le 22 juillet 2025, annexé aux statuts officiels déposés à Bruxelles pour être approuvé par acte notarié, conformément au Code belge des Sociétés et Associations, par le Roi des Belges

ARTICLE 1 – Adhésion et catégories de membres

Toute demande d'adhésion (membre effectif ou adhérent) doit être motivée par écrit et adressée au Collège statutaire.

L'admission est décidée à la majorité simple après examen éthique et doctrinal.

Le refus d'admission n'a pas à être motivé.

La démission prend effet dès notification écrite au Collège statutaire.

Cotisation / Frais d'affiliation

- **Période de validité** : Le montant de l'adhésion est dû pour l'ensemble de l'année civile, indépendamment de la date d'adhésion.
- **Détermination du montant** : La cotisation annuelle est fixée par la collégiale composée des 7 cofondateurs.
- **Non-remboursement** : Toute cotisation versée demeure la propriété du CJA-AISBL, même en cas de démission en cours d'année.

ARTICLE 2 – Démission, suspension et exclusion

La suspension temporaire pour motif grave peut être prononcée par le Collège statutaire avec notification écrite.

L'exclusion définitive est décidée par l'Assemblée Générale à la majorité des 2/3, après audition du membre.

La procédure d'exclusion ou de recours est inscrite dans le registre officiel.

ARTICLE 3 – Comité du Patrimoine

Composé deux référents doctrinaux, d'un référent juridique, de trois référents communication et média, et de trois référents territoriaux :

7
30 septembre

SR
SR
JJ
MB
TD
MM
P

- Serge Rousseau – Référent doctrinal/Coordination
- Julien Jedrey – Référent doctrinal/Coordination
- Fabrizio Nucera Giampaolo - Référent juridique/avocat international

Ainsi que :

- Hervé Gavillet – Référent communication
- Virginie Châtelain – Référent média
- Bruno Faurat– Référent média
- Alain Pignard – Référent territoriaux/histoire / Comté de Nice
- Laurent Pignal – Référent territoriaux/histoire / Frioul - Italie
- Georges Bruchet – Référent territoriaux/histoire - Canton du Valais – Suisse
- Michel Provenat – Référent territoriaux/identité et Généalogie

Chaque remise est consignée dans un registre signé, conservé par le Collège

ARTICLE 4 – *Droits et obligations des membres*

- Membres effectifs: voix délibérative, droit de consultation, droit de candidature
- Membres adhérents: voix consultative, droit d'information, droit de proposition de projet
- Tous les membres: respect du Code éthique du CJA, devoir de confidentialité, respect de l'objet désintéressé

ARTICLE 5 – *Réunions du Collège statutaire*

Au moins deux réunions sont organisées chaque année, et des réunions exceptionnelles peuvent être planifiées à tout moment et par tout moyen de communication moderne. Décisions en majorité simple, sauf cas statutairement renforcés (admission, exclusion, Section G, modifications structurelles).

ARTICLE 6 – *Assemblée Générale*

Convocation écrite au moins 30 jours à l'avance, avec ordre du jour précis.

Quorum: 2/3 des membres effectifs présents ou représentés.

Vote par majorité simple sauf pour modifications statutaires ou exclusion (majorité des 2/3).

ARTICLE 7 – *Procurations*

Le vote par procuration est autorisé pour AG ou réunions.

Modèle de procuration fourni par le Collège, signé, accompagné d'une pièce d'identité.

ARTICLE 8 – *Section (S) – Sécurité*

Veille Juridique & Droits Fondamentaux

Fonctionne selon les modalités fixées dans les statuts :

- Responsable initiale: **Mme Géraldine Villain**
- Remplacement en cas d'indisponibilité/démission : membre co-fondateur désigné par tout moyen de communication moderne en AG exceptionnelle (majorité simple)
- Procédure de suppléance/retour gérée sous contrôle du Collège statutaire
- Autonomie de mission, rapport semestriel au Collège, possibilité de groupes de travail ad hoc
- Respect du secret, sécurité documentaire, protocoles internes approuvés par le Collège
- Protection collective possible pour tous membres exposés

ARTICLE 9 – *Reconnaissance des partenaires culturels*

Le Collège statutaire peut reconnaître comme partenaires, dans le respect des principes statutaires et de l'objet social, les entités patrimoniales ou culturelles suivantes et à venir :

- CSBAS – Club de Sauvegarde du Berger des Alpes et de Savoie
- CPO – Club Cinofilo Italiano di Biella
- Croce Réale Internationale – Italie
- Savoie.Live – Claude Duffour
- R.A.S – Rencontres Amicales Savoyennes
- Château d'Avully – Famille Guyon
- Centre de l'Étoile – Thonon-les-Bains – Propriété d'Emily Groppi

La reconnaissance formelle est également possible pour toute organisation transalpine ou alpine œuvrant dans le cadre doctrinal, historique ou patrimonial du CJA, sur décision du Collège.

ARTICLE 9 bis – *Partenariat logistique reconnu*

Le Collège statutaire reconnaît formellement **CABEO**, société de transport basée en Savoie, comme **partenaire logistique officiel du CJA-AISBL** pour les déplacements institutionnels, cadre d'un contrat de partenariat annuel reconductible.

Ce partenariat est :

- Gratuit, fondé sur un échange de visibilité.

TD
SOL MM
JJ
MB
SH

- Reconduit annuellement, sous réserve de validation par le Collège.
- Conditionné au maintien du siège social à l'adresse suivante : **93 rue Greyffié de Bellecombe – 73600 Moûtiers – Savoie.**
- Inscrit dans la mission transalpine et alpine du CJA-AISBL, conformément aux principes de neutralité, de coopération culturelle et de représentation territoriale. Toute modification substantielle du statut ou de l'adresse de CABEO devra être notifiée au Collège statutaire et pourra entraîner une réévaluation du partenariat.

ARTICLE 10 – *Gestion journalière et représentation*

Le Collège peut déléguer la gestion journalière à un ou plusieurs administrateurs ou tiers, selon mandat écrit.

La représentation vis-à-vis des tiers s'effectue conjointement par le Responsable juridique et le Responsable administratif, ou par mandataire désigné.

ARTICLE 11 – *Dons, financement et comptabilité*

L'association n'exerce aucune activité commerciale ou lucrative.

Les dons sont acceptés en transparence et exonérés de TVA (article 44 CTVA belge).

Registre comptable tenu par le responsable financier; reçu délivré sur demande; rapport financier annuel à l'AG.

Les frais engagés par les membres en activité pour le CJA-AISBL seront remboursés en totalité avec une somme pour dédommager la personne du temps consacrée à la mission.

ARTICLE 11 bis – *Clause relative au remboursement des frais et à l'indemnisation des missions*

– Remboursement des frais engagés

Les membres de l'AISBL – Comité Juridique d'Autodétermination - peuvent prétendre au remboursement des frais réels engagés dans le cadre des activités ou missions validées par le Conseil d'administration. Ces frais incluent notamment :

- Les frais de déplacement (train, bateau, avion, transport en commun, carburant, péage)
- Les frais d'hébergement
- Les frais de restauration
- Les frais liés à l'achat de matériel ou de services nécessaires à la mission

Le remboursement s'effectue sur base de **justificatifs originaux** (factures, tickets, notes de frais) remis dans un délai de [30 jours] après la mission.

– Barèmes forfaitaires

Pour les déplacements en véhicule personnel, un remboursement forfaitaire est accordé selon le barème kilométrique en vigueur fixé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, soit **0,346 €/km** (ou tout autre taux applicable au moment de la mission). Le nombre de kilomètres doit être justifié par un itinéraire clair (Google Maps, Waze, etc.) et validé par le responsable de mission.

– Indemnisation du temps consacré

Dans le cas où une mission exige un engagement significatif en temps, une **indemnité forfaitaire** peut être accordée au membre concerné, à titre de dédommagement. Cette indemnité :

- Ne constitue pas une rémunération au sens fiscal ou social
- Est fixée par le Conseil d'administration en fonction de la nature et de la durée de la mission
- Ne peut excéder les plafonds légaux applicables aux bénévoles, sauf si le membre est engagé comme prestataire ou salarié

Toute indemnité doit faire l'objet d'une **validation préalable** et être inscrite dans le rapport d'activité de l'association.

ARTICLE 12 – *Distinctions, diplômes et médailles*

Décernés gratuitement par le Collège statutaire, la Section G ou le Comité du Patrimoine. Inscrits au registre officiel, sont honorifiques et sans valeur étatique ou administrative.

ARTICLE 13 – *Langue et transparence*

Langue de travail principale: français.

Traductions possibles selon les partenariats.

Rapport d'activité et financier annuel diffusé à tous les membres.

Tout membre effectif peut demander copie d'un rapport ou PV sous 30 jours.

ARTICLE 14 – *Éthique et exclusion*

Respect des principes éthiques, neutralité, non-violence, désintérêt, confidentialité, vérité. Procédure d'exclusion motivée possible pour tout membre sur décision du Collège ou AG (après enquête contradictoire et recours possible).

10 TD
SR
8/ JJ
MMS

ARTICLE 15 – *Modifications du R.O.I*

Toute modification doit être soumise à l'AG avec convocation 30 jours avant.

Majorité des 2/3 requise.

Chaque version révisée publiée en annexe du rapport annuel.

ARTICLE 16 – *Dispositions finales*

Les dispositions du R.O.I s'appliquent en conformité avec les statuts officiels et le Code belge des sociétés et associations.

Pour tout point non prévu, le Collège statutaire décide sur avis juridique, dans le respect de l'objet social et des valeurs doctrinales.

INTERNAL RULES AND REGULATIONS (R.O.I.)

Legal Committee for Self-Determination (C.J.A.) – AISBL Approved by the Committee of Seven (7) on ~~22 July~~ ^{7 September} 2025 Annexed to the official statutes filed in Brussels for notarial approval, in accordance with the Belgian Code of Companies and Associations, under the authority of the King of the Belgians

ARTICLE 1 – Membership and Categories

Any application for membership (full member or associate) must be submitted in writing and addressed to the Statutory Board. Admission is granted by simple majority following ethical and doctrinal review. Rejection of an application does not require justification. Resignation takes effect upon written notification to the Statutory Board.

Membership Fees / Affiliation Charges

- **Validity Period:** The membership fee is payable for the entire calendar year, regardless of the date of admission.
- **Fee Determination:** The annual fee is set by the collegiate body composed of the seven co-founders.
- **Non-refundable:** Any fee paid remains the property of CJA-AISBL, even in the event of resignation during the year.

ARTICLE 2 – Resignation, Suspension, and Expulsion

Temporary suspension for serious cause may be imposed by the Statutory Board with written notification. Permanent expulsion is decided by the General Assembly by a two-thirds majority, following a hearing of the member concerned. The procedure for expulsion or appeal is recorded in the official register.

ARTICLE 3 – Heritage Committee

Composed of two doctrinal advisors, one legal advisor, three media and communications advisors, and three territorial advisors:

- Serge Rousseau – Doctrinal Advisor / Coordinator
- Julien Jedrey – Doctrinal Advisor / Coordinator
- Fabrizio Nucera Giampaolo – Legal Advisor / International Lawyer

Also:

- Hervé Gavillet – Communications Advisor
- Virginie Châtelain – Media Advisor
- Bruno Faurat – Media Advisor

7
Septembre
30 th

SR
MB
JJ
TD
MM
P

P
TD
SR
SR
JJ
MB
MM

- Alain Pignard – Territorial Advisor / History – County of Nice
- Laurent Pignal – Territorial Advisor / History – Friuli, Italy
- Georges Bruchet – Territorial Advisor / History – Canton of Valais, Switzerland
- Michel Provenat – Territorial Advisor / Identity and Genealogy

Each appointment is recorded in a signed register maintained by the Board.

ARTICLE 4 – Rights and Duties of Members

- **Full Members:** Deliberative vote, right of consultation, right to stand for office
- **Associate Members:** Consultative vote, right to information, right to propose projects
- **All Members:** Adherence to the CJA Ethical Code, duty of confidentiality, respect for the non-profit purpose

ARTICLE 5 – Statutory Board Meetings

At least two meetings are held annually. Extraordinary meetings may be convened at any time using modern communication methods. Decisions are made by simple majority, except in cases requiring reinforced statutory thresholds (admission, expulsion, Section G, structural amendments).

ARTICLE 6 – General Assembly

Written notice must be sent at least 30 days in advance, with a detailed agenda. **Quorum:** Two-thirds of full members present or represented. Voting is by simple majority, except for statutory amendments or expulsions (two-thirds majority required).

ARTICLE 7 – Proxies

Proxy voting is permitted for General Assemblies and meetings. A proxy form is provided by the Board, signed and accompanied by valid identification.

ARTICLE 8 – Section (S) – Security

Legal Monitoring & Fundamental Rights

Operates under the provisions set forth in the statutes:

- **Initial Coordinator:** Ms. Géraldine Villain
- **Replacement in case of unavailability/resignation:** A founding member designated by any modern communication method during an extraordinary General Assembly (simple majority)
- **Substitution and reinstatement procedures** are overseen by the Statutory Board
- **Mission autonomy**, with semi-annual reporting to the Board; ad hoc working groups may be formed
- **Confidentiality, document security**, and internal protocols approved by the Board
- **Collective protection** may be granted to exposed members

ARTICLE 9 – Recognition of Cultural Partners

The Statutory Board may formally recognize the following heritage or cultural entities, in accordance with the statutes and social purpose:

- CSBAS – Club for the Preservation of Alpine and Savoyard Shepherd Dogs
- CPO – Club Cinofilo Italiano di Biella
- Croce Réale Internationale – Italy
- Savoie.Live – Claude Duffour
- R.A.S – Rencontres Amicales Savoisiennes
- Château d'Avully – Guyon Family
- Centre de l'Étoile – Thonon-les-Bains – Property of Emily Groppi

Formal recognition may also be granted to any transalpine or alpine organization operating within the doctrinal, historical, or heritage framework of the CJA, upon decision of the Board.

ARTICLE 9 bis – Recognized Logistics Partnership

The Statutory Board formally recognizes CABEO, a transport company based in Savoie, as the official logistics partner of CJA-AISBL for institutional travel, under an annually renewable partnership agreement.

This partnership is:

- Free of charge, based on mutual visibility
- Renewed annually, subject to Board approval
- Conditional upon maintaining the registered office at: 93 rue Greyffié de Bellecombe – 73600 Moûtiers – Savoie
- Embedded in the transalpine and alpine mission of CJA-AISBL, in accordance with principles of neutrality, cultural cooperation, and territorial representation

Any substantial change in CABEO's legal status or address must be notified to the Board and may trigger a reassessment of the partnership.

ARTICLE 10 – Daily Management and Representation

The Board may delegate daily management to one or more administrators or third parties, by written mandate. Representation before third parties is carried out jointly by the Legal Officer and the Administrative Officer, or by a designated proxy.

ARTICLE 11 – Donations, Funding, and Accounting

The association does not engage in commercial or profit-making activities. Donations are accepted transparently and are exempt from VAT (Article 44 of the Belgian VAT Code). Accounting records are maintained by the Financial Officer; receipts are issued upon request; annual financial report presented to the General Assembly. Expenses incurred by members in service of CJA-AISBL shall be fully reimbursed, including a compensation for time dedicated to the mission.

✓
ID
SK
JJ
MS MM

ARTICLE 11 bis – Expense Reimbursement and Mission Compensation Clause

– **Reimbursement of Expenses** Members of the AISBL – Legal Committee for Self-Determination – may claim reimbursement for actual expenses incurred during activities or missions approved by the Board. These include:

- Travel expenses (train, boat, air, public transport, fuel, tolls)
- Accommodation costs
- Meal expenses
- Costs related to the purchase of materials or services necessary for the mission

Reimbursement is based on original documentation (invoices, tickets, expense reports) submitted within [30 days] of the mission.

– **Flat-rate Allowances** For travel by personal vehicle, a flat-rate reimbursement is granted according to the mileage rate in effect, set by the Fédération Wallonie-Bruxelles, currently €0.346/km (or any applicable rate at the time of the mission). Distance must be justified by a clear itinerary (Google Maps, Waze, etc.) and validated by the mission coordinator.

– **Time Compensation** Where a mission requires significant time commitment, a flat-rate allowance may be granted to the member concerned, as compensation. This allowance:

- Does not constitute remuneration in the fiscal or social sense
- Is set by the Board based on the nature and duration of the mission
- Must not exceed legal thresholds applicable to volunteers, unless the member is engaged as a contractor or employee

All allowances must be pre-approved and recorded in the association's activity report.

ARTICLE 12 – Distinctions, Diplomas, and Medals

Awarded free of charge by the Statutory Board, Section G, or the Heritage Committee. Recorded in the official register; honorary in nature and without state or administrative value.

ARTICLE 13 – Language and Transparency

Primary working language: French Translations may be provided depending on partnerships. Annual activity and financial reports are distributed to all members. Any full member may request a copy of a report or minutes within 30 days.

ARTICLE 14 – Ethics and Exclusion

Adherence to ethical principles: neutrality, non-violence, altruism, confidentiality, truth. Motivated exclusion procedure may be initiated for any member by decision of the Board or General Assembly (following adversarial inquiry and possible appeal).

ARTICLE 15 – Amendments to the R.O.I.

Any amendment must be submitted to the General Assembly with 30 days' notice. Two-thirds majority required. Each revised version is published as an annex to the annual report.

ARTICLE 16 – Final Provisions

The provisions of the R.O.I. apply in accordance with the official statutes and the Belgian Code of Companies and Associations. For any matter not provided for, the Statutory Board shall decide based on legal advice, in accordance with the association's purpose and doctrinal values.

